

28 juin 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Propos introductifs de M. Jacques Chirac, Président de la République, à l'ouverture d'une réunion avec les ONG et les collectivités locales, sur les priorités françaises pour le sommet du G8 de Gleneagles, à Paris le 28 juin 2005.

Bienvenue à toutes et à tous.

Je salue la mobilisation exceptionnelle des ONG pour ce G8. Je vous félicite pour l'organisation de la campagne " 2005, plus d'excuses " qui est une bonne et belle campagne et vous souhaite plein succès pour votre grande manifestation le 1er juillet au Trocadéro.

J'aurais souhaité pouvoir vous rencontrer plus tôt, comme plusieurs de vos organisations me l'avaient demandé. Malheureusement, cela n'a pas été possible, en raison notamment du calendrier européen.

Je tiens à ce dialogue constructif entre les pouvoirs publics et la société civile. Ce dialogue doit se poursuivre de plus en plus sur le terrain par un véritable partenariat entre l'Etat et les organisations de solidarité internationale. Je vous confirme l'objectif d'au moins doubler d'ici 2009 la part de l'APD française transitant par les ONG.

Le G8 a un rôle d'impulsion. Ce n'est pas un directoire du monde. Il n'a pas vocation à se substituer aux institutions multilatérales, à commencer par les Nations Unies. Sa légitimité découle du poids économique de ses membres, qui leur confère une responsabilité particulière pour promouvoir la croissance et l'emploi et rechercher des réponses aux grands défis de notre temps :

- le défi de la solidarité, notamment vis-à-vis de l'Afrique
- le défi de la responsabilité, pour humaniser ou maîtriser la mondialisation.

C'est dans cet esprit que j'ai pleinement adhéré aux propositions de Tony BLAIR, lorsqu'il a décidé de mettre à l'ordre du jour du sommet de Gleneagles deux sujets qui correspondent à des préoccupations fortes de notre temps :

- l'Afrique et le financement du développement
- le changement climatique.

## 1 - Questions économiques

La vocation du G8 est d'abord économique. Comme chaque année, nous discuterons à Gleneagles de la situation économique mondiale. Une situation marquée par la poursuite de la croissance, mais une croissance fragilisée par de profonds déséquilibres : mouvements erratiques des taux de changes des délocalisations qui s'accroissent et tensions sur les cours des matières premières, en particulier du pétrole, ce qui pose un vrai problème pour la gestion du monde d'aujourd'hui.

Je souhaite que le sommet de Gleneagles soit l'occasion d'une discussion approfondie sur ces questions économiques, et qu'il permette d'avoir un échange de vues approfondi, le premier jour du sommet, avec cinq grands pays émergents : Chine, Inde, Brésil, Mexique, Afrique du Sud.

Je voudrais à cet égard commencer par un sujet qui vous intéresse particulièrement : le commerce, dans la perspective de la conférence de l'OMC à Hong Kong en décembre prochain.

A Gleneagles,

- je rappellerai qu'à Genève, en juillet dernier, l'Europe s'est engagée à éliminer ses subventions

agricoles à l'exportation, sous réserve que les autres pays développés fassent la même chose et en tirent les mêmes conséquences £

- je défendrai les intérêts de l'Afrique pour une solution rapide, de la part des Etats-Unis, au dossier du coton pour lequel l'Europe a pris une position positive, ce qui n'est pas le cas de tous £

- je défendrai la nécessité de préserver les débouchés des exportations africaines en améliorant, harmonisant et simplifiant les régimes de préférences que leur accordent les pays développés. A cet égard, il est temps de reconnaître que l'Afrique n'est pas prête pour le libre-échange avec les pays développés. Celle-ci doit pouvoir exporter davantage mais également pouvoir protéger son marché intérieur. Or, c'est cette logique de libre-échange, même assortie de périodes transitoires, qui inspire les futurs accords de partenariat économique appelés à succéder à l'accord de Cotonou. Il est temps pour l'Europe de réexaminer en profondeur le concept de ces accords de partenariat et de revenir à l'esprit de Cotonou.

Je proposerai enfin le lancement d'un dialogue entre le G8 et les pays émergents sur la responsabilité sociale et environnementale. Nous devons aborder cette question avec eux dans un esprit de dialogue et non de confrontation. Mais nous devons également faire preuve d'exigence, car les avantages comparatifs acquis au prix de la violation des normes fondamentales du travail ou de certaines atteintes irrémédiables à l'environnement ne sont pas acceptables. Nous devons encourager les pays concernés à lutter plus activement contre ces pratiques inacceptables, comme l'exploitation du travail des enfants, et c'est en définitive dans leur intérêt.

Je relancerai par ailleurs l'idée d'une convention internationale sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, en complément des mécanismes d'engagement volontaire déjà existants (Principes directeurs de l'OCDE, Pacte Mondial).

## 2 - L'Afrique et le financement du développement

J'ai soutenu, naturellement, le choix du Premier ministre britannique de faire de l'Afrique l'une des deux priorités de sa présidence.

Mon représentant personnel, Michel CAMDESSUS, a siégé à la Commission pour l'Afrique qu'avait créée le Premier ministre britannique dont le rapport reprend très largement les idées françaises.

Nous continuons dans la logique de partenariat avec le NEPAD engagée à Kananaskis et à Evian. Comme lors des précédentes éditions, nous aurons d'ailleurs un échange de vues avec des dirigeants africains qui ont été choisis et invités par le Premier ministre britannique.

Et nous nous fixons pour objectif le sommet des Nations Unies de septembre : C'est au G8, sur la question du financement du développement, que se jouera en grande partie le succès ou l'échec du sommet de New York sur les objectifs du Millénaire.

L'accord du 11 juin dernier sur l'annulation de la dette multilatérale des pays pauvres très endettés est une étape très importante. La France avait lancé lors du G7 de 1996 la première initiative sur le sujet. Nous nous sommes battus pour obtenir - ce qui n'était pas acquis, compte tenu des positions de départ américaines - des garanties sur la compensation de ces annulations pour le FMI, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement. Et nous avons obtenu satisfaction. C'était indispensable pour préserver la capacité d'engagement de ces institutions dans les pays pauvres.

Et nous n'avons pas réglé le problème de la dette des pays à revenu intermédiaire. Nous avons commencé à nous y attaquer sous présidence française avec l'approche d'Evian. Il faut la mettre en oeuvre : les pays qui ont fait des efforts de saine gestion n'ont en effet rien obtenu. Il y a là une question non résolue même si nous devrions déjà trouver à Gleneagles une solution pour le problème particulier de la dette du Nigeria.

L'accord du 11 juin n'apportera que des ressources supplémentaires relativement limitées : 1,5 milliard de dollars par an, en annulation de flux de remboursement. Les institutions compétentes considèrent l'augmentation de l'APD nécessaire pour atteindre les objectifs du millénaire à 50 milliards de dollars supplémentaires par an dès 2006, dont 25 milliards pour l'Afrique. On ne pourra pas compenser cela par une simple augmentation de l'APD. Il faut chercher des

financements innovants.

En matière d'augmentation de l'APD, l'Europe a donné l'exemple en s'engageant au dernier Conseil européen, à l'initiative notamment de la France, à porter son effort collectif d'APD à 0,56 % de son PNB en 2010. Cela représentera une augmentation de 32 milliards d'euros par an en 2010 par rapport au niveau de 2004. C'est substantiel. Il faut que cela soit confirmé à Gleneagles par les autres pays.

Deux idées progressent sur les financements innovants :

- IFF britannique, avec sa première application expérimentale pour la vaccination. Mais il faudra la comptabiliser dans les finances publiques et d'autre part, il faudra prévoir le remboursement des sommes empruntées.

- la taxation internationale : on a identifié une trentaine de propositions de prélèvement parmi lesquelles une taxation des billets d'avion pour financer notamment l'achat de médicaments contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La proposition présenterait beaucoup d'avantages, elle rapporterait 3 milliards de dollars. Dans l'état actuel des choses, rien n'est réglé et plusieurs pays s'y opposent mais on va essayer de la faire progresser.

En dehors du financement, il existe sur l'Afrique un très large accord au sein du G8. Nous adopterons un plan d'action :

- Paix et sécurité : Nous appellerons notamment au renforcement des contrôles sur les ressources détournées pour financer les conflits (diamants, pétrole, bois...). Je soutiens la proposition d'un traité international sur le commerce des armes que la France défend depuis un certain temps.

- Bonne gouvernance et lutte contre la corruption : le soutien au NEPAD reste au coeur de notre stratégie. Mais les pays développés doivent aussi faire davantage : accélérer la mise en oeuvre de l'initiative sur la transparence des industries extractives et ratifier la convention des Nations Unies contre la corruption.

- Education et santé : Il faut affecter une part importante de l'augmentation de l'APD au renforcement des secteurs sociaux notamment l'éducation et la santé. Je vais insister sur la reconstitution du Fonds Mondial. La France vient de décider un doublement en deux ans de sa contribution d'ici 2007, de 150 à 300 M€.

- Développement économique : Je mettrai l'accent sur le financement des infrastructures, trop négligé depuis deux décennies, et sur la microfinance, à la suite de la conférence internationale de Paris du 20 juin dernier.

### 3 - Le changement climatique

Là, nous avons encore plus de difficultés :

- les preuves scientifiques s'accumulent et la responsabilité de l'homme dans ce phénomène ne fait plus de doute, comme viennent de le souligner dans une déclaration commune les académies des sciences de tous les membres du G8, y compris celle des Etats-Unis. Même la NASA, dans un rapport publié le 28 avril dernier, dit que le phénomène s'accélère dangereusement et

- le changement climatique va être extrêmement dangereux pour l'Afrique et les petits États insulaires et

- le décollage des grands pays émergents, comme la Chine et l'Inde, va encore aggraver le phénomène. C'est maintenant, au moment où ces pays font des choix énergétiques qui les engagent pour cinquante ans, qu'il faut essayer de faire quelque chose.

L'ambition de Tony BLAIR, c'est de ramener les Etats-Unis dans le jeu et d'impliquer davantage les pays émergents. Je le soutiens évidemment.

Mais, je ne vous cache pas que les négociations sont actuellement très difficiles. Nous ne pourrions pas nous satisfaire d'un texte qui ne comporterait pas les éléments suivants :

- une référence claire et explicite à la science dans la déclaration. C'est un minimum et
- une reconnaissance de l'urgence et de la priorité de la lutte contre le changement climatique et
- une mention claire du Protocole de Kyoto, pour lequel l'Europe s'est battue, qui n'a toujours pas été ratifié par les Etats-Unis et

- l'ouverture d'une perspective sur l'avenir du régime international climat au-delà de 2012 car il est temps de prendre un engagement à long terme et

- un engagement sérieux à travailler sur les mécanismes de marché, et notamment sur les

- un engagement sérieux à travailler sur les mécanismes de marché, et notamment sur les passerelles entre les marchés de permis d'émission fonctionnant sous le régime Kyoto et ceux qui se développent en dehors de Kyoto, notamment aux Etats-Unis au niveau des Etats fédérés et des entreprises. C'est une approche constructive et pragmatique. Je ne vois pas pourquoi les Américains ne pourraient pas l'accepter

- des engagements plus forts sur la coopération avec les pays émergents, notamment en matière de transferts de technologie et de financement de leur développement propre.

Je ne suis pas optimiste mais cela ne m'empêche pas d'être déterminé.

4 - Quelques mots enfin sur les autres sujets du sommet.

A la suite de la catastrophe de l'Océan indien, pour laquelle je tiens à saluer la mobilisation extraordinaire des ONG françaises, nous adopterons une déclaration sur la prévention des catastrophes et le renforcement du système humanitaire international. Nous avons obtenu que ce texte soutienne la proposition que j'avais faite en janvier d'une force d'urgence humanitaire internationale sous l'égide de l'ONU. Nous ferons également le point sur la reconstruction des zones dévastées.

Nous adopterons, comme les années précédentes :

- une déclaration sur la lutte contre le terrorisme,
- une déclaration sur la lutte contre la prolifération.

Nous ferons par ailleurs le point sur la mise en oeuvre de l'initiative de Sea Island sur le Moyen Orient élargi et l'Afrique du Nord.